



Les façades atlantique et méditerranéenne conjuguent dynamisme de la population et de l'emploi

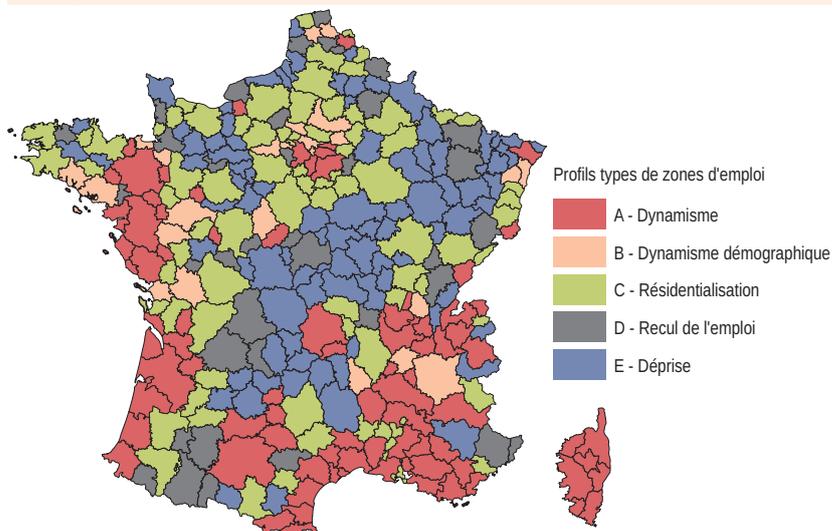
Les dynamiques territoriales de population et d'emploi sont en partie liées : la croissance démographique peut stimuler l'économie et inversement un tissu productif porteur peut être un facteur d'attractivité. Ainsi, entre 2010 et 2015, emploi et population ont significativement augmenté le long du littoral atlantique, sur le pourtour méditerranéen et le long de la vallée du Rhône. Ces constats prolongent le dynamisme déjà à l'œuvre ces dernières décennies. À l'inverse, en grande périphérie du bassin parisien, ainsi que dans l'Est et le Massif central, les territoires en déprise du point de vue de l'emploi et de la population sont fréquents. Pour certains d'entre eux, ce décrochage n'est pas récent. Pour d'autres, la déprise observée entre 2010 et 2015 marque une rupture par rapport à la progression constatée entre 1975 et 2010. Enfin, entre ces situations de dynamisme et de déprise, un ensemble hétérogène de zones d'emploi est marqué par un contraste entre une évolution de la population à la hausse et une baisse de l'emploi plus ou moins prononcée. Ces mouvements contrastés concernent principalement la couronne parisienne ou la périphérie de certains pôles économiques de l'Ouest du pays.

David Desriviere, pôle Emploi-population, Insee

Entre 2010 et 2015, la population de France métropolitaine a augmenté de 0,5 % par an, tandis que l'emploi est resté stable. Les différences entre territoires sont toutefois importantes. Les ménages cherchent un certain cadre de vie, l'accès aux pôles d'emploi et de services ; ils sont également influencés par le coût de l'immobilier. L'emploi également évolue, au gré des caractéristiques des marchés locaux du travail ou des stratégies de localisation des entreprises.

Les variations locales de la population et de l'emploi sont en partie liées. Une croissance démographique vigoureuse peut stimuler l'emploi de la sphère pré-sentielle (*définitions*), le volume de population résidente constituant un déterminant essentiel pour ce type d'activité. En retour, un marché du travail dynamique est susceptible d'attirer de nouveaux habitants. Ainsi, sur la période

1 Cinq profils types de zones d'emploi à partir des variations de la population et de l'emploi entre 2010 et 2015



Source : Insee, recensements de la population 2010 et 2015.

récente, population et emploi évoluent souvent de concert. La croissance démographique peut toutefois aller de pair avec une baisse de l'emploi. En revanche, entre 2010 et 2015, aucun territoire n'est caractérisé par un recul démographique et un accroissement significatif de l'emploi.

Cinq profils types de zones d'emploi (*définitions*) résultent de la confrontation des variations de la population et de l'emploi entre 2010 et 2015. Ils synthétisent les différentes configurations à l'œuvre localement (*figures 1 et 2*). Dans les départements d'outre-mer (DOM), les évolutions sont parfois atypiques au regard de celles observées en métropole (*encadré*).

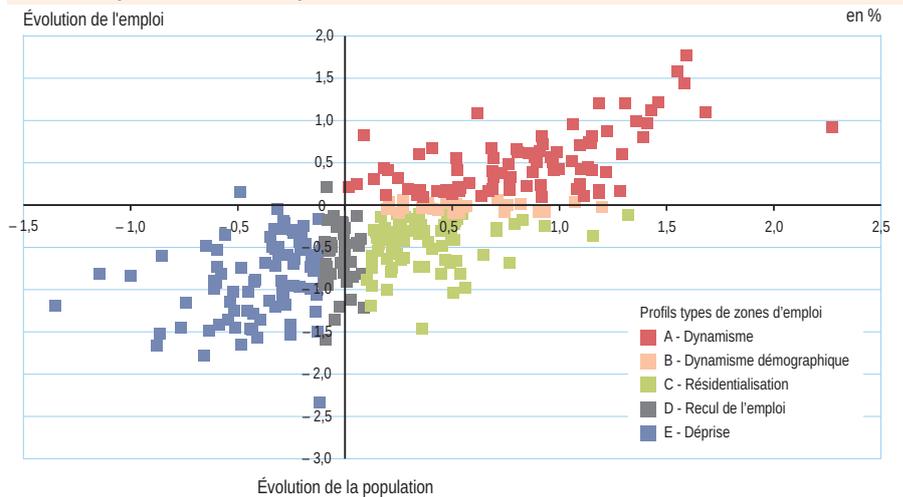
Soleil et littoral profitent aux façades atlantique et méditerranéenne

Deux larges espaces concentrent l'essentiel des zones d'emploi alliant dynamisme démographique et croissance de l'emploi (zones d'emploi du profil A, nommé « dynamisme »). Le premier espace longe la façade atlantique de la métropole de Rennes, en passant par celles de Nantes et de Bordeaux, jusqu'à la frontière espagnole. Le second espace couvre l'essentiel du littoral méditerranéen et de la Corse, ainsi qu'une large partie de la région Auvergne-Rhône-Alpes, de part et d'autre de la vallée du Rhône. La zone d'emploi de Toulouse, de même que certaines localisées à proximité (Montauban, Albi, Figeac ou Villefranche-de-Rouergue), sont dans une position similaire. Outre l'influence des grandes métropoles, le climat et la présence de littoraux et zones côtières attirent les actifs comme les retraités. Quelques zones d'emploi comme celles de Clermont-Ferrand, Lille ainsi que quelques zones localisées au Sud de Paris présentent un profil proche alors qu'elles sont plus isolées au sein d'espaces moins dynamiques.

Pour la quasi-totalité des zones d'emploi relevant du profil B, nommé « dynamisme démographique », l'emploi est relativement stable alors que la hausse de la population est souvent aussi marquée que pour les territoires du profil A. Une large majorité de ces territoires est localisée à proximité des deux grands espaces identifiés ci-dessus, en particulier le Sud de la Bretagne et l'arrière-pays nantais. La zone d'emploi de Paris et quelques territoires situés au Nord et à l'Ouest de la capitale relèvent également de ce profil.

Sur ces deux types de profil, la population est globalement un peu plus jeune qu'en moyenne métropolitaine (*figure 3*), mais elle peut être localement plus âgée, en particulier sur certains territoires du Sud et de l'Ouest du pays. La croissance démographique concerne la plupart des tranches d'âges, même si, comme ailleurs, celle des seniors y contribue largement. Elle est

2 Taux de croissance annuel moyen de la population et de l'emploi entre 2010 et 2015 selon le profil de zone d'emploi



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, recensements de la population 2010 et 2015.

Des évolutions très disparates selon les zones d'emploi des départements d'outre-mer (DOM)

Les évolutions récentes de la population et de l'emploi sur les DOM sont très contrastées. Les territoires de la Guadeloupe et de la Martinique sont scindés en deux groupes. Le premier rassemble des zones où la hausse de l'emploi est associée à une légère hausse ou une baisse de la population comme le Nord-Caraïbe en Martinique ou Pointe-à-Pitre en Guadeloupe. Le second correspond aux territoires en déprise où population et emploi diminuent tels le Nord-Atlantique en Martinique ou Marie-Galante en Guadeloupe. Dans les quatre zones d'emploi de La Réunion, la population et l'emploi sont en croissance. Enfin, les trois zones de Guyane présentent des profils largement distincts. La zone de Kourou est proche de la stabilité, tandis que celle de Cayenne est caractérisée par une forte hausse de la population et de l'emploi. L'accroissement démographique est plus prononcé encore sur la zone de Saint-Laurent, mais l'emploi y recule.

souvent stimulée à la fois par les déménagements et par un solde naturel positif. Sur certaines zones, comme celles de Paris, Lille et Marseille-Aubagne, la hausse de la population est pénalisée par un déficit migratoire. Sur d'autres territoires en revanche, à la population plus âgée, la croissance démographique repose exclusivement sur un excédent migratoire.

Sur les zones d'emploi du profil A, la hausse de l'emploi présentiel est très nette sur la période récente. En effet, la hausse de la population stimule l'emploi présentiel, de même que le développement des activités touristiques le long des façades atlantique et méditerranéenne. Toutefois, l'emploi de la sphère productive (*définitions*) s'accroît légèrement lui aussi. Cette sphère productive reste d'ailleurs bien implantée sur certains territoires : les activités productives représentent par exemple plus d'un emploi sur deux sur les zones de Sablé-sur-Sarthe, Ancenis ou Les Herbiers.

Sur les territoires du profil B, l'emploi présentiel n'augmente pas en dépit de la hausse de la population. Ce constat est lié à la présence de la zone d'emploi de Paris, spécifique et très peuplée : en dehors de celle-ci, l'emploi présentiel s'accroît (+0,3 %).

Le dynamisme de l'emploi ne va pas forcément de pair avec un faible taux de chômage : celui-ci peut être assez élevé localement et atteint même plus de 15 % en 2015 sur des zones comme celles de Narbonne, Perpignan ou Agde-Pézenas.

Le dynamisme est plus marqué dans les territoires les plus peuplés : la majorité des zones d'emploi de 600 000 habitants ou plus relèvent des deux profils précédents. C'est notamment le cas de la plupart des grandes métropoles, qui occupent des positions stratégiques en tant que pôles d'emploi et de services de premier plan. Les profils sont en revanche beaucoup plus différenciés pour les zones d'emploi moins peuplées.

Contraste entre population et emploi autour de l'Île-de-France

Les territoires relevant du profil C, appelé « résidentialisation », sont caractérisés par une hausse de la population semblable à celle des deux profils précédents, mais avec une baisse de l'emploi. Ce mouvement opposé de la population et de l'emploi accentue mécaniquement l'aspect résidentiel de ces territoires. La baisse de l'emploi peut être conséquente sur des zones comme celles de Roubaix-Tourcoing, Cambrai ou encore Nemours.

Un large espace, formant une couronne autour de l'Île-de-France, concentre de nombreux territoires relevant de cette catégorie, notamment les zones d'emploi de Rouen, Évreux, Beauvais, Compiègne, Reims, Châlons-en-Champagne, Chartres ou encore Orléans. Un second espace s'étend sur un large corridor de l'arrière-pays atlantique, derrière le cordon littoral de zones dynamiques, de la zone d'emploi de Caen à celle de Pau dans les Pyrénées. Cet espace se prolonge également vers une partie de la Bretagne avec les zones de Quimper, Brest et Saint-Brieuc.

La répartition par âge est globalement proche de la moyenne métropolitaine : l'indice de vieillissement est de 84 seniors de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 18 ans, même s'il existe des disparités parfois importantes entre zones. La moitié des zones bénéficie à la fois d'un excédent naturel et migratoire. Comme précédemment, sur certains territoires localisés à l'Ouest et au Sud du pays, à la population plus âgée, seules les migrations assurent la croissance démographique. Sur d'autres en revanche, le solde naturel constitue le seul moteur démographique, comme au Nord où la population est plus jeune.

Malgré la hausse de la population résidente dans ces territoires, l'emploi y baisse de façon importante sur la période récente. Cette diminution concerne aussi bien la sphère présente que productive. Pour autant, elle est bien plus marquée pour cette dernière : elle est près de quatre fois plus rapide qu'en moyenne métropolitaine. Globalement, l'emploi présentiel diminue, mais la hausse de la population stimule sa croissance sur certains territoires.

La diminution de l'emploi n'est pas nécessairement associée à un chômage élevé au sein de ces zones qui connaissent des différences importantes de taux de chômage : tantôt élevé sur certaines zones (Alès, Calais ou Valenciennes), tantôt bien plus faible sur d'autres (Rodez, Plaisir ou Laval).

Une population stable mais un emploi en recul aux confins des territoires se résidentialisant

Sur les territoires relevant du profil D, appelé « recul de l'emploi », la baisse de l'emploi est parfois très prononcée comme dans les zones de Laon, Belfort-Montbéliard-Héricourt, Vierzon ou Metz. Cette diminution de l'emploi concerne aussi bien la sphère présente que productive et s'accompagne localement d'un développement particulièrement important du chômage : celui-ci concerne plus de 15 % de la population active sur les zones de Lens-Hénin et de Maubeuge. Ces zones d'emploi sont disséminées sur l'ensemble du territoire national, souvent localisées à proximité des territoires en décrochage. Par ailleurs, la population est relativement stable. En effet, l'augmentation du nombre de personnes de 65 ans ou plus y est compensée par une baisse du nombre de personnes de moins de 65 ans. La population de ces territoires est plutôt plus âgée qu'en moyenne métropolitaine, même si celle des zones situées au Nord de Paris est plus jeune. Ces dernières sont plutôt caractérisées par un excédent naturel et un déficit migratoire (Lens-Hénin, Dunkerque, Le Havre ou encore Metz et Nancy) tandis que les autres sont dans une configuration inverse.

Dans la diagonale des faibles densités, des territoires en décrochage conjuguant déprise démographique et recul de l'emploi

Une large portion du Nord-Est du pays concentre de nombreux territoires relevant du profil E, dits en « déprise » : la population et l'emploi sont tous deux en recul sur la période récente. Cet espace s'insère dans la diagonale de faibles densités et s'étend d'une partie de la région Grand Est à l'Ouest de la Bourgogne-Franche-Comté et au Sud du Centre-Val de Loire. Ce corridor se prolonge vers le Nord, des Ardennes au Cotentin, en passant par la Baie de Somme et une partie de l'Aisne. À l'Ouest, un second corridor plus étroit couvre une partie de la Normandie, des zones d'emploi en périphérie de Caen (de Honfleur à Vire) à celles de Vendôme au Sud-Est de Paris. Au-delà du Centre-Val de Loire, cet espace de territoires en déprise se prolonge vers les zones d'emploi localisées à l'Ouest et au Sud du Massif central.

La population de ces territoires en déprise est généralement plus âgée : l'indice de vieillissement est de 112 seniors pour 100 jeunes contre 86 en moyenne métropolitaine et peut atteindre des niveaux bien plus élevés localement. Le vieillissement s'accroît puisque le nombre de personnes de 65 ans ou plus augmente, tandis que la population diminue en dessous de cet âge. Le recul démographique est très net : les zones en déprise ont perdu 1,7 % de leur population en cinq ans contre une hausse de 2,4 % en France métropolitaine. Le solde naturel est souvent déficitaire et même si l'attractivité résidentielle limite la baisse démographique sur certains territoires, elle ne parvient pas à compenser l'excès des

3 Indicateurs synthétiques des cinq profils de zones d'emploi sur la période 2010-2015

	A - Dynamisme	B - Dynamisme démographique	C - Résidentialisation	D - Recul de l'emploi	E - Déprise	Ensemble
Nombre de zones d'emploi	85	24	80	37	87	313
Part de la population métropolitaine en 2015 (en %)	35,1	18,6	26,2	10,0	10,0	100,0
Part de l'emploi métropolitain en 2015 (en %)	34,9	22,7	24,1	9,1	9,2	100,0
Taux de croissance de la population 2010-2015 (en %)	5,0	2,1	2,0	0,0	-1,7	2,4
Contributions par tranche d'âge (en %) :						
Moins de 18 ans	1,0	0,5	0,4	-0,1	-0,9	0,5
De 18 à 34 ans	0,5	-0,4	-0,5	-0,8	-1,2	-0,2
De 35 à 64 ans	0,9	0,2	-0,2	-1,0	-1,7	0,0
65 ans ou plus	2,6	1,9	2,2	2,0	2,0	2,2
Contribution du solde naturel (en %)	2,3	3,5	1,8	0,7	-0,5	1,9
Contribution du solde migratoire (en %)	2,7	-1,4	0,3	-0,7	-1,2	0,5
Nombre de seniors de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 18 ans en 2015	83	74	84	98	112	86
Part de zones avec un indice supérieur à 130 (en %)	17	0	10	19	37	20
Taux de croissance de l'emploi 2010-2015 (en %)	3,1	0,3	-1,9	-3,5	-4,4	-0,1
Contributions par sphère (en %) :						
Sphère présente	2,2	-0,1	-0,5	-1,5	-2,0	0,3
Sphère productive	0,9	0,4	-1,5	-2,0	-2,4	-0,4
Médiane des taux de chômage en 2015 (en %)	10,1	9,0	10,1	10,0	9,7	9,9

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, recensements de la population 2010 et 2015, exploitations principale et complémentaire ; statistiques de l'état civil 2010 à 2014 ; taux de chômage localisés 2015.

	A - Dynamisme	B - Dynamisme démographique	C - Résidentialisation	D - Recul de l'emploi	E - Déprise	Ensemble
Taux de croissance de la population	38,1	14,9	17,2	6,2	-1,4	19,3
Part de zones d'emploi avec une évolution positive	98	100	90	81	46	80
Taux de croissance de l'emploi	51,1	14,9	19,8	8,1	-0,2	23,6
Part de zones d'emploi avec une évolution positive	97	96	83	76	40	75

Champ : France métropolitaine

Source : Insee, recensements de la population 1975 et 2010, exploitations principale et complémentaire.

décès sur les naissances. Sur d'autres territoires, l'excédent naturel est plus que compensé par l'ampleur du déficit migratoire. Les zones les plus en difficultés cumulent un double déficit parfois très marqué.

Cette déprise démographique pèse sur les possibilités de développement de l'emploi présentiel et se conjugue aux difficultés économiques locales. La baisse de l'emploi est importante (- 4,4 % pour l'ensemble des territoires en déprise) et concerne aussi bien la sphère productive que la sphère présenteielle. Les tissus économiques locaux sont plus souvent orientés vers la sphère productive : dans un tiers des zones en déprise, cette sphère productive concentre encore plus de 40 % de l'emploi (contre 34 % en moyenne métropolitaine).

Les effets de la déprise peuvent accentuer localement un taux de chômage déjà particulièrement élevé, notamment sur les zones de la Thiérache, Tergnier ou Saint-Quentin. Toutefois, le recul de l'emploi sur la période récente va parfois de pair avec un faible taux de chômage : il est par exemple inférieur à 7 % sur les zones de Mauriac, Saint-Flour ou Wissembourg.

Une évolution plus favorable de l'emploi au cours des dernières décennies que sur la période 2010-2015

Au cours des dernières décennies, population et emploi ont nettement augmenté en France métropolitaine : respectivement + 0,5 % et + 0,6 % par an en moyenne sur la période 1975-2010. Les suites de la crise financière de 2008-2009 expliquent en partie une évolution moins favorable de l'emploi sur la période 2010-2015. La quasi-totalité des zones d'emploi des profils A et

B, en croissance sur cette période, l'étaient déjà par le passé (figure 4). De même, la majorité des territoires du profil C marqués par un contraste entre les évolutions d'emploi et de population était déjà en croissance démographique. Surtout, à la différence des évolutions récentes, l'emploi a augmenté entre 1975 et 2010 sur la plupart de ces zones d'emploi, que ce soit autour de l'Île-de-France ou le long du corridor de l'arrière-pays atlantique. Pour ces territoires, c'est donc essentiellement la perte d'emplois qui différencie l'évolution entre 2010 et 2015 des tendances de plus long-terme.

La situation apparaît plus contrastée pour les territoires en déprise. Pour la moitié d'entre eux, le recul n'est pas récent : population et emploi sont tous deux plus faibles en 2010 qu'en 1975. Ces zones sont localisées au sein de la diagonale des faibles densités, dite « diagonale du vide ». À l'inverse, sur un tiers des territoires en déprise, la croissance prévalait sur longue période, tant du point de vue de la population que de l'emploi. C'est par exemple le cas des zones d'Oyonnax, Cherbourg-en-Cotentin, Dieppe-Caux-Maritime, Sarreguemines ou encore Auxerre. Enfin, une partie des territoires du corridor normand en déprise était en résidentialisation : la population est plus élevée en 2010 qu'en 1975, à la différence de l'emploi. ■

Définitions

Les **activités présentesielles** sont mises en œuvre localement et visent à satisfaire les besoins des personnes résidentes et des touristes. Les **activités productives**

concernent la production des biens majoritairement consommés hors de la zone et les activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Sources

Le **recensement de la population** permet de connaître la population à une échelle locale, dans sa diversité et son évolution. Il fournit également des statistiques sur l'emploi ainsi que sur les secteurs d'activité et les professions exercées.

Pour en savoir plus

- Hild F. et Steinmetz F., « Un marché du travail dynamique et attractif, mais un chômage qui reste élevé », *Insee Analyses Occitanie* n° 68, février 2019.
- Mironova E. et Villaume S., « Des moteurs de la croissance démographique différents de part et d'autre des frontières », *Insee Première* n° 1735, janvier 2019.
- Vallès V., « Démographie des EPCI : la croissance se concentre dans et auprès des métropoles », *Insee Première* n° 1729, janvier 2019.
- Cacheux L., Creusat J. et Eichwald-Isel A., « Les dynamiques socio-économiques du Grand Est dans son environnement régional et transfrontalier », *Insee Dossier Grand Est* n° 4, décembre 2016.

Direction Générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
A. Goin
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin, P. Glénat
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu
Maquette : RPV et BR
Impression : Jouve
Code Sage : IP191752
ISSN 0997 - 3192 (papier)
ISSN 0997 - 6252 (web)
© Insee 2019

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

